

## NOBUO TANAKA

Ancien directeur exécutif, IEA ; Président de la Sasakawa Peace Foundation

Je suis Nobuo Tanaka et j'ai présidé le deuxième atelier consacré à l'énergie et au climat. L'imprévisibilité dans le secteur de l'énergie est un problème majeur, qui se trouve renforcé par le président Trump et sa géopolitique.

En 2009, lorsque j'étais directeur de l'Agence internationale de l'énergie à Paris, j'ai été invité au déjeuner tenu à l'occasion du Sommet du G8 à L'Aquila en Italie. Ce grand déjeuner était organisé par le Premier ministre, M. Berlusconi, et de nombreux dirigeants africains étaient également invités. J'étais assis à côté de Kadhafi, dirigeant libyen. J'ai eu l'occasion de discuter avec lui de nos amis communs, notamment de M. El-Badri, Secrétaire général de l'OPEP. Kadhafi a levé la main et a commencé à parler des problèmes de l'Afrique causés par le colonialisme des pays occidentaux. Impossible de l'arrêter, il a parlé, parlé, parlé pendant 30 minutes. Berlusconi non plus n'a pas réussi à l'arrêter. Lorsqu'il s'est tu, Zuma, Mubarak et tous les autres dirigeants africains ont repris ses propos et répété que le colonialisme était le problème. Puis est venu le tour du président Obama, fraîchement élu. Il a, à son tour, levé la main et déclaré : « Oui, je connais le problème de l'Afrique parce que mon cousin est kenyan, mais lui m'a dit que c'était la corruption le problème. Il s'est trouvé contraint de verser un pot-de-vin aux représentants du gouvernement pour obtenir un poste. C'est donc bien la corruption le problème, mais la corruption ne vient pas du colonialisme. » C'est ce qu'Obama a dit. Cette discussion a été fantastique, et puis Merkel, Sarkozy, Brown sont tous intervenus et ont répété: « C'est vrai, c'est la corruption le problème ». Le débat est donc passé du colonialisme à la corruption, mais les choses ne se sont pas arrêtées là. Pendant ce déjeuner, Kadhafi a dit : « Les Etats-Unis et le Royaume-Uni m'ont demandé de convaincre la Corée du Nord d'arrêter le développement de son arsenal nucléaire », exactement comme lui l'avait fait, mais il a échoué. L'un de ses amis m'a appris que, jusqu'au dernier moment, Kadhafi n'avait jamais imaginé que les Etats-Unis viendraient pour le tuer et malheureusement, cela a envoyé un message très fort à la Corée du Nord.

En Corée du Nord, Kim Jong-un affirme aujourd'hui qu'il ne fera pas la même erreur que Saddam Hussein ou Mouammar Kadhafi et qu'il ne renoncera pas à ses ambitions nucléaires. Ce qui me préoccupe ici c'est que l'administration Obama n'ait pas pensé aux conséquences que son intervention en Libye pourrait avoir pour la Corée du Nord, et si M. Trump reproduit la même erreur en annulant l'accord avec l'Iran, cela enverra à nouveau un message extrêmement négatif à la Corée du Nord ou à tous ceux qui tentent de développer leur arsenal nucléaire.

Les risques géopolitiques interconnectés en Afrique du Nord et au Moyen-Orient se sont étendus à l'Extrême-Orient, avec la crise nord-coréenne. C'est désormais une question d'énergie et de géopolitique à l'échelle mondiale. M. Trump introduit beaucoup d'imprévisibilité en matière de sécurité énergétique, mais quelles sont les conséquences de son retrait de l'accord scellé à la COP21 ? Notre débat a permis de montrer que cela a un effet indiscutable sur l'Accord de Paris, notamment en ce qui concerne l'accord financier, mais le marché s'engage de plus en plus vers une économie plus propre. C'est le cas notamment des « états bleus » aux Etats-Unis, qui n'abandonneront jamais les règles très strictes mises en place pour réduire les effets du changement climatique ou les émissions de carbone. Les entreprises suivront en créant plus de véhicules électriques ou en développant des technologies renouvelables plus propres. Et il faut préserver à tout prix les normes CAFE très strictes au sujet de la consommation des véhicules. En outre, l'élément clé est le gaz naturel bon marché dont disposent les Etats-Unis. La révolution du gaz de schiste a rendu le gaz si peu coûteux qu'il remplace aujourd'hui le charbon, et même si M. Trump s'efforce de soutenir l'industrie du charbon, il y a très peu de chances que l'économie de marché n'accepte son retour. La décision de Trump de se retirer de l'Accord de Paris a donc des conséquences, mais le marché du secteur de l'énergie continuera de suivre la trajectoire qui le conduira vers une économie plus propre à l'avenir. C'est l'une des conclusions intéressantes, quoique très surprenantes, que nous avons évoquées ici.

Le charbon pose problème. La Chine, l'Inde et les pays asiatiques continueront à utiliser le charbon parce que c'est une ressource peu coûteuse et abondante, mais le charbon entraîne des émissions de CO2 et de la pollution atmosphérique. Il est donc nécessaire de développer de nouvelles technologies, des technologies plus propres de combustion du charbon ou de captage et stockage du carbone, même si cela est très coûteux. Le gouvernement

norvégien a été très efficace en introduisant une taxe carbone considérable de 60 dollars par tonne et l'entreprise norvégienne Statoil a également lancé un projet commercial de captage et stockage du carbone. La détermination du gouvernement est essentielle pour réduire véritablement les émissions de CO<sub>2</sub> issues du charbon ou de certains gaz. Fait intéressant, lors de notre atelier, certains intervenants ont expliqué que l'Allemagne ne pourrait pas éliminer complètement le charbon, en raison de la main d'œuvre, des mineurs de charbon. Evidemment, l'Allemagne s'est engagée dans le cadre des conférences sur le climat, et elle est en mesure de sortir du nucléaire mais pas d'abandonner le charbon. Ce n'est donc pas M. Trump, mais l'Allemagne qui traîne les pieds ici devant la mise en œuvre de l'accord et pour l'avenir de la COP21. Cette conclusion me semble très intéressante.

Les énergies renouvelables commencent à prendre beaucoup d'importance. Le coût des technologies, notamment des systèmes photovoltaïques, ne cesse de diminuer, alors pourrions-nous devenir une société dépendant exclusivement des énergies renouvelables ? C'est l'une des questions que j'ai posées aux intervenants. Oui, cela peut prendre du temps et cela a un coût, mais les gens affirment qu'il est possible d'atteindre une consommation reposant à 100 % sur les énergies renouvelables, en fonction du pays et des ressources nationales et en fonction de la région. Un expert marocain s'est exprimé. Au Maroc, l'énergie solaire connaît un franc succès parce que son prix sur le marché a été fixé aux enchères à 3 centimes par kilowattheure. C'est d'ailleurs le prix le plus bas au monde, le Maroc a donc pour objectif que les énergies renouvelables représentent 52 % de sa production énergétique d'ici à 2030. Délaisser le charbon ou les énergies fossiles au profit des énergies renouvelables représente une belle possibilité pour certains pays, même des pays en développement, si le gouvernement fait preuve d'une détermination suffisante.

L'énergie nucléaire pose également problème. Après l'accident de Fukushima au Japon, le coût du nucléaire a augmenté. Westinghouse a fait faillite et ce grand projet de réacteur à eau légère ne verra sans doute jamais le jour dans les pays de l'OCDE. Le Royaume-Uni est probablement la seule exception, mais la question est de savoir combien de réacteurs peuvent être construits. La Chine, l'Inde et la Russie construiront peut-être de plus en plus de réacteurs mais nous craignons que le fait que la Corée, le Japon, Taïwan et les Etats-Unis remplacent leurs anciens réacteurs par de nouveaux ne soit pas une bonne idée. Il est important de développer une énergie nucléaire plus durable : pacifique, sûre, sans risque de prolifération, avec une gestion simple des déchets – ce genre de nouvelles technologies – et des réacteurs modulaires de faible puissance. Il est donc nécessaire de transformer le paradigme nucléaire pour gagner le soutien de l'opinion publique.

Nous pourrions aussi avoir besoin de plus d'hydroélectricité. C'est une autre forme d'énergie verte, mais des environmentalistes de nombreux pays s'opposent à la construction de barrages hydroélectriques. Allons-nous connaître un pic de la demande de pétrole ? C'est une autre question que j'ai posée aux participants. Nombre d'entre eux ont répondu que cela pourrait prendre du temps. La situation n'est pas simple, mais des représentants de Saudi Aramco sont venus au Japon il y a un mois environ et ont organisé un grand séminaire au sujet de l'hydrogène parce qu'ils considèrent que la part de véhicules électriques va devenir très importante en Europe, en Chine ou encore en Inde et qu'en fin de compte, les véhicules à moteur à combustion interne seront remplacés par des véhicules électriques ou équipés de piles à combustible. Cela représente une véritable menace pour la survie de Saudi Aramco. J'ai posé la question à Patrick Pouyanné lors du dîner-débat organisé le premier soir. Concernant Saudi Aramco, il est possible que ce pic de la demande arrive plus tôt que prévu, nous devons donc nous préparer à cette situation, bien que la plupart des professionnels du secteur de l'énergie tendent à penser que cela n'arrive pas comme ça. L'entreprise doit donc se préparer pour l'avenir de l'énergie.

Un point très intéressant : chez Total, Patrick Pouyanné a créé un département « stratégie et climat » avec l'idée d'intégrer à la stratégie de l'entreprise des projets d'atténuation du changement climatique, mêlant ainsi les deux aspects. Le prix interne du carbone chez Total est très élevé, 35 dollars. Cela signifie que lorsque Total cherche à investir dans de nouvelles technologies ou de nouvelles entreprises, ou à mettre au point de nouveaux projets en amont ou en aval de la chaîne pétrolière, le groupe applique automatiquement une taxe carbone de 35 dollars à ses revenus potentiels. Ce type de politique ou de stratégie représente un changement très important. Les spécialistes du changement climatique tentent d'introduire des mesures telles que le marché du carbone ou la taxe carbone, mais cela n'a jamais fonctionné plus de 20 ans. Il est sans aucun doute très difficile d'harmoniser ce type de stratégie institutionnelle liée au carbone, mais si les entreprises fixent des prix internes du carbone et que les marchés financiers jugent et évaluent les stratégies concernant les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) en matière d'investissement, ces critères vont devenir la clé pour les futurs investisseurs. Le Japon accorde de



plus en plus d'intérêt aux critères ESG, notamment par le biais de son fonds de pension (GPIF), pour lequel ils représentent les piliers de l'investissement. Stimuler financièrement les entreprises permettra de faciliter l'atténuation des effets du changement climatique, quels que soient le comportement de M. Trump ou la situation de l'Allemagne et quoi que fassent les gouvernements. C'est peut-être là l'avenir de l'échange des droits d'émission : l'atténuation du changement climatique.

Je souhaiterais conclure en rappelant que, même dans le contexte actuel, les gouvernements peuvent jouer un rôle très important. Lorsque j'étais directeur de l'Agence internationale de l'énergie, je répétais sans cesse que la politique gouvernementale devait toujours être prévisible ou stable, dans la mesure du possible. Le secteur privé investit dans l'infrastructure énergétique mais cela dure 40 ou 50 ans si le gouvernement fait constamment marche arrière sur les questions d'énergie, car la stratégie énergétique est souvent très politique. C'est le cas avec le nucléaire par exemple, ou avec les énergies renouvelables. La question des barrages hydroélectriques est une question sensible. Alors si les gouvernements changent leur politique, quelle entité du secteur privé sera prête à investir pendant 40 ou 50 ans ? C'est pour cela que les gouvernements ont un rôle à jouer. La coordination internationale est nécessaire mais les efforts du secteur privé contribueront considérablement à l'avenir de l'atténuation du changement climatique. Merci beaucoup.